Système technique et territoire : SUPAIRE ou l'inscription d'un réseau de surveillance de l'air dans un territoire industriel

François Duchêne

► To cite this version:

François Duchêne. Système technique et territoire : SUPAIRE ou l'inscription d'un réseau de surveillance de l'air dans un territoire industriel . Géocarrefour - Revue de géographie de Lyon, 1999, 74 (3), pp.209 - 215. 10.3406/geoca.1999.4962 . hal-01783719

HAL Id: hal-01783719

<https://hal.science/hal-01783719>

Submitted on 2 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Système technique et territoire : SUPAIRE ou l'inscription d'un
réseau de surveillance de l'air dans un territoire industriel /
*Technical system and territory : SUPAIRE or the creation of an air
quality monitoring network in an industrial territory*

François Duchêne

Citer ce document / Cite this document :

Duchêne François. Système technique et territoire : SUPAIRE ou l'inscription d'un réseau de surveillance de l'air dans un territoire industriel / *Technical system and territory : SUPAIRE or the creation of an air quality monitoring network in an industrial territory*. In: Revue de géographie de Lyon, vol. 74, n°3, 1999. Industrie et environnement. pp. 209-215;

doi : 10.3406/geoca.1999.4962

http://www.persee.fr/doc/geoca_0035-113x_1999_num_74_3_4962

Document généré le 11/07/2017

Abstract

Rhône-Poulenc's chemical factories have long dominated the urban area of Roussillon (Isère). Since the 1960's, with the reduction of Rhône-Poulenc's activities, both from an urban and industrial point of view, public sector actors have been compelled to develop an alternative industrial structure. This has been archived notably through the construction of a nuclear power station. However, paradoxically, it was pollution emanating from a small, waste incineration plant, and not from the two local 'giants', that gave rise to industrial disputes in the 1970's. This led to the setting up of an air monitoring system. The implementation of this network did not result in it being able to deal with the problems for which it was originally intended. However, it has proved to be a potentially rich institutional framework for discussing the town's industrial pollution problems.

Résumé

L'agglomération de Roussillon (Isère) a longtemps été dominée par ses usines chimiques Rhône-Poulenc. Depuis les années 60, du fait du désengagement tant urbain qu'industriel de celles-ci, les pouvoirs publics ont construit une alternative industrielle sur ce territoire, notamment avec l'implantation d'une centrale nucléaire. Mais, paradoxalement, ce sont les pollutions issues d'une petite usine d'incinération de déchets industriels, et non des deux "géants" locaux, qui vont déclencher un conflit social dans les années 70, donnant par la suite naissance à un réseau de surveillance de l'air. La mise en œuvre technique de celui-ci ne permet pas de répondre aux problèmes qu'il devait initialement traiter, mais s'avère être un lieu institutionnel potentiellement riche de confrontations autour des nuisances industrielles de l'agglomération.

François DUCHENE

Laboratoire RIVES-ENTPE
CNRS - UMR 5600
"Environnement - Ville -
Société"

Système technique et territoire : SUPAIRE, ou l'inscription d'un réseau de surveillance de l'air dans un territoire industriel

RESUME

L'agglomération de Roussillon (Isère) a longtemps été dominée par ses usines chimiques Rhône-Poulenc. Depuis les années 60, du fait du désengagement tant urbain qu'industriel de celles-ci, les pouvoirs publics ont construit une alternative industrielle sur ce territoire, notamment avec l'implantation d'une centrale nucléaire. Mais, paradoxalement, ce sont les pollutions issues d'une petite usine d'incinération de déchets industriels, et non des deux "géants" locaux, qui vont déclencher un conflit social dans les années 70, donnant par la suite naissance à un réseau de surveillance de l'air. La mise en œuvre technique de celui-ci ne permet pas de répondre aux problèmes qu'il devait initialement traiter, mais s'avère être un lieu institutionnel potentiellement riche de confrontations autour des nuisances industrielles de l'agglomération.

MOTS CLES

Construction sociale, déchets industriels, industrie chimique, pollution atmosphérique, Roussillon, surveillance de l'air, territoire.

ABSTRACT

Rhône-Poulenc's chemical factories have long dominated the urban area of Roussillon (Isère). Since the 1960's, with the reduction of Rhône-Poulenc's activities, both from an urban and industrial point of view, public sector actors have been compelled to develop an alternative industrial structure. This has been archived notably through the construction of a nuclear power station. However, paradoxically, it was pollution emanating from a small, waste incineration plant, and not from the two local 'giants', that gave rise to industrial disputes in the

En matière de "mesure de l'environnement", il est une idée, couramment répandue par les techniciens, qui consiste à penser que la principale difficulté dans l'approche d'un milieu serait de trouver la bonne adaptation technique à des modèles de mesures élaborés en laboratoire (Bourrelier, 1998). Autrement dit, il s'agirait de trouver les bons instruments pour effectuer des mesures dans un espace physique, sans prendre en compte sa dimension territoriale - le territoire étant entendu ici comme une construction sociale (Di Mèo, 1998, p.273). Mais un système de mesures environnementales n'est-il qu'un simple outil technique, parachuté *ex nihilo* en fonction de seules considérations techniques, géomorphologiques ou démographiques ? Ne s'inscrit-il pas avant tout dans un contexte historique, politique, économique et social propre à un territoire ? Et, à admettre cette hypothèse, pourrait-on questionner l'efficacité d'un tel dispositif hors d'un contexte dans lequel les approches techniques et quantitatives ne seraient, à l'évidence, pas les éléments dominants ?

L'agglomération roussillonnaise¹, née de l'industrie chimique, se situe à vingt kilomètres au sud de Vienne. Peuplée d'environ 25 000 habitants, elle s'est dotée depuis 1990 d'un réseau de surveillance de l'air, nommé SUPAIRE. L'ancienneté d'un tel dispositif surprend, pour une agglomération de si petite taille, alors que quatre agglomérations de plus de 250 000 habitants et vingt villes de plus de 100 000 habitants ne disposaient pas encore d'indicateurs de pollution lors de la promulgation de la loi sur l'air². Notre propos se situe volontairement avant 1997, c'est-à-dire hors de toute orientation législative précise en la matière. Nous nous intéresserons ici à la genèse et aux débuts du dispositif roussillonnais de surveillance de l'air, postulant que le poids de l'histoire des rapports entre une société locale et sa principale industrie a fortement façonné l'apparition, la "construction" et les premiers fonctionnements de SUPAIRE³. Nous verrons tout d'abord l'importance de Rhône-Poulenc dans l'urbanisation de l'agglomération roussillonnaise. Puis nous observerons comment les conflits environnementaux qui ont consacré la genèse du réseau SUPAIRE ont aussi forgé les attentes le concernant. Nous explorerons enfin les limites du dispositif telles qu'elles apparaissent à la veille de la publication de la loi sur l'air.

UNE AGGLOMERATION LONGTEMPS DOMINEE PAR RHONE-POULENC

En 1915, la Société chimique des usines du Rhône (SCUR) plante à Roussillon et Salaise une production militaire de phénol, que son usine lyonnaise de Saint-Fons ne peut contenir⁴. L'usine chimique se trouve isolée de toute habitation, à équidistance (environ 2 km) des bourgs du Péage

et de Roussillon. Au sortir de la première guerre mondiale, l'entreprise se reconvertit vers des productions civiles de produits acétiques et de textiles artificiels, et ses effectifs augmentent d'environ 400 personnes en 1920 à plus de 2 000 en 1928. Dès 1920, la SCUR acquiert des terrains pour loger son personnel. En quelques années, elle bâtit une cité ouvrière, ainsi que des "cantonnements" d'ouvriers espagnols et portugais et un lotissement d'ingénieurs. Avec les quelques logements supplémentaires complétant les lotissements des années trente, l'usine construit en quinze années environ huit cent logements, abritant entre 2 500 et 3 500 personnes, dans une répartition spatiale ségrégative. Elle met aussi en place un important système de cars desservant les villages alentours. Ce double principe "logements d'usines - cars de ramassage" connaît par la suite une croissance parallèle.

La conquête par les usines d'un espace réservé ségrégué

Entre 1950 et 1955, les effectifs des usines progressent encore, passant à près de 5 000 personnes. Rhône-Poulenc⁵ continue de construire quelques logements, pour l'essentiel touchant des "segments" de population non couverts par les critères d'attribution du secteur public. Ainsi employés et contremaîtres disposent-ils à leur tour d'habitations réservées au Péage et à Roussillon. Parallèlement, l'entreprise se reporte vers des organismes HLM pour édifier les logements de ses ouvriers. C'est ainsi qu'entre 1954 et 1956, la Société départementale des HLM de l'Isère réalise pour son compte l'ensemble dit des Chanines, à Saint-Maurice. Rhône-Poulenc conçoit en effet cette nouvelle cité ouvrière pour y transférer les populations des cantonnements espagnols et portugais. Avec ces dernières constructions, Saint-Maurice se trouve directement associé à l'agglomération par le biais de son principal élément fédérateur, l'usine chimique roussillonnaise (fig. 1).

La définition d'un espace industriel par les pouvoirs publics

Tout au long des années cinquante, les services locaux de l'Etat relayent l'entreprise dans l'aménagement de l'agglomération. Progressivement, les réflexions planificatrices de l'Etat s'organisent à une échelle régionale et modifient la façon de penser le territoire roussillonnais. Jusqu'alors, les documents programmatiques des services préfectoraux prenaient acte d'une forte présence industrielle dans l'agglomération pour tenter d'organiser son développement urbain. A l'inverse, l'élaboration du PADOG⁶ de la région lyonnaise est guidée par des perspectives volontaristes de développement industriel, moteurs d'un développement urbain futur. Cette

nouvelle lecture de l'espace roussillonnais vient ancrer un peu plus le village de Saint-Maurice dans l'agglomération : ce dernier n'est plus seulement considéré comme une "commune dortoir", mais davantage pour le potentiel industriel de ses terres agricoles bordant le Rhône et révélé par le futur canal de la Compagnie nationale du Rhône.

Dans les années soixante-dix, les services de l'Etat accentuent cette vision prospective industrialisante pour l'agglomération. Sous l'impulsion de la nouvelle politique énergétique de l'Etat, EDF décide en 1975 d'implanter une centrale nucléaire à Saint-Maurice. Par ailleurs, une zone industrielle intercommunale naît à Salaise à partir de 1976, en même temps que Rhône-Poulenc ferme sa filature roussillonnaise, stoppe en quelques années trois des quatre principales filières⁷ de l'usine chimique et envisage l'automatisation de ses installations futures. En vingt ans, de 1973 à 1993, le site chimique perd plus de la moitié de ses effectifs, passant de 3 500 à 1 500 salariés. Cette chute globale d'emplois n'est compensée qu'en partie par la mise en service de la centrale nucléaire (le personnel EDF étant quasi entièrement "importé") ou par l'arrivée de nouveaux établissements dans une zone industrielle salaisienne faiblement remplie. Le statut nuisant ou dangereux de la plupart de ces nouvelles industries, l'arrivée du nucléaire, le développement du site Rhône-Poulenc devenu au début des années quatre-vingt-dix la principale plate-forme du groupe en Europe⁸, associent chacun un peu plus ce territoire à l'image de l'industrie lourde. Pour autant, la cohérence industrielle et la cohésion sociale nées de la mono-industrie ont longtemps contenu les revendications en matière environnementale, qui ont commencé de poindre à mesure que Rhône-Poulenc se désengageait de la société locale.

SUPAIRE : UN DISPOSITIF NE DE DIFFERENDS SOCIO-SPATIAUX AUTOUR DE L'INDUSTRIE

Les premiers capteurs du réseau SUPAIRE ont été installés en 1990. Mais, pour cerner la genèse du réseau, il faut remonter aux années soixante-dix, à une époque où les usines Rhône-Poulenc de l'agglomération laissent apparaître des signes de fragilité.

A la fin de l'année 1973, la direction locale de Rhône-Poulenc annonce le montage d'une unité de méthionine, matière active utilisée pour l'alimentation du bétail. Or le *process* de cette fabrication utilise des mercaptans, réputés pour leur inconfort olfactif. L'enquête publique concernant l'installation de cet atelier reflète un certain émoi des élus locaux. Le conseil municipal salaisien demande même, pour la première fois, une enquête approfondie avant de donner son aval à la construction, obligeant l'exploitant à

adopter différentes prescriptions techniques tendant à améliorer les conditions de fonctionnement (en particulier olfactives) de l'unité. Dans toutes les délibérations municipales émises autour de cette affaire, le ton employé par les élus révèle une sensibilité nouvelle sur les questions touchant à la pollution causée par Rhône-Poulenc. Sans doute la période s'y prête-t-elle au niveau national, avec la montée des idées écologistes. Par ailleurs, c'est cette même année 1974 que l'Etat annonce sa décision d'implanter une centrale nucléaire à Saint-Maurice, causant de l'inquiétude parmi les environnementalistes locaux. Mais en 1976, lorsque les travaux de montage de l'unité de méthionine démarrent, ce sont les risques de chômage qui préoccupent avant tout l'agglomération. Sans doute la lutte engagée par ses salariés contre la fermeture de la filature occupe-t-elle les esprits (tout au moins ceux des élus), au point d'occulter en partie les conflits environnementaux. L'arrivée d'un investissement créateur de quelques dizaines d'emplois sur le site vaudrait le silence observé à propos d'une nuisance qui, pourtant, va envelopper durablement le cœur de l'agglomération. Précisons d'ailleurs que nous n'avons pas trouvé trace de plaintes provenant des riverains de l'usine. Or, il semble que cette "résignation" puisse se mesurer à l'aune de la domination exercée par l'usine chimique sur son territoire d'accueil. Car, dans la même période, des problèmes sensiblement équivalents (mauvaises odeurs et pollution), causés par une petite entreprise n'ayant pas d'histoire longue avec l'agglomération, déclenchent un conflit autrement plus polémique à Saint-Maurice.

Pas de quartier pour Pec Engineering

En juillet 1974, en effet, la CETIM⁹ obtient l'autorisation préfectorale d'exploiter un centre de traitement de déchets ménagers et industriels à Saint-Maurice. Un permis de construire est délivré l'année suivante à Pec Engineering, société qui a pris la succession de la CETIM. L'usine d'incinération s'implante à environ 300 m à l'est de l'ancien bourg, et à 600 m au nord du collège intercommunal et de l'hôtel de ville, dans une zone d'extension pavillonnaire prochaine (fig. 2). Elle se compose d'un four d'incinération, entouré d'une aire de stockage de fûts de déchets solides, et de fosses de déchets liquides en attente de traitement. L'incinérateur se termine par une cheminée munie d'un dispositif minime de filtres. Un second four est implanté courant 1977, destiné aux produits liquides d'origine industrielle. Cette extension était stipulée par les services de la préfecture dans l'autorisation d'exploitation donnée en 1974. Précisons enfin que l'entreprise emploie 27 salariés, ce qui la classe parmi les petits établissements industriels de la région,

1970's. This led to the setting up of an air monitoring system. The implementation of this network did not result in it being able to deal with the problems for which it was originally intended. However, it has proved to be a potentially rich institutional framework for discussing the town's industrial pollution problems.

KEY WORDS

Social construction, industrial waste, chemical industry, atmospheric pollution, Roussillon, air quality monitoring, territory.

1 - Dans l'Isère, composée de Roussillon (7 366 h), Le Péage (5 881 h), Saint-Maurice (5 227 h) et Salaise (3 511 h) (RGF de 1990).

2 - Loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie.

3 - Voir DUCHENE, 1999 et COANUS, DUCHENE, MARTINAIS, 1999b.

4 - Le choix de cette implantation se justifie avant tout par une bonne desserte du site par le chemin de fer. Mais la présence d'une nappe phréatique, exceptionnelle par son volume comme par la constance de sa température, et dans laquelle l'usine chimique puise encore aujourd'hui 7 000 m³/h en moyenne, pourrait aussi l'expliquer (voir DUCHENE, 1999).

5 - La SCUR change de nom en 1928 par l'absorption des éts Poulenc frères.

6 - Plan d'aménagement et d'organisation générale.

7 - Acétiques, vinyliques, Nylon et phénol. Des quatre, seule cette dernière survivra.

Figure 1 : Lotissements construits par Rhône-Poulenc dans l'agglomération

Figure 2 : Transfert de Pec-Engineering de Saint-Maurice à Salaise (1981-1985)

comparativement à Rhône-Poulenc (ou à la future centrale nucléaire voisine).

Or, avant même l'ouverture du second four, plusieurs courriers de riverains parviennent à Pec Engineering comme en mairie de Saint-Maurice. Leurs auteurs se plaignent des fumées sortant de la cheminée. Les parents d'élèves du CES de Saint-Maurice s'inquiètent en particulier d'émanations nocives (qui brûlent les feuilles des arbres environnants) susceptibles de mettre en danger la santé de leurs enfants. La municipalité instaure avec les riverains une commission extra-municipale, dont les membres constatent au fil des mois une stagnation de la situation. La préfecture se saisit à son tour du dossier. Elle conditionne l'ouverture du second four à la prise de plusieurs décisions (la diminution des stockages en attente, le contrôle des produits brûlés et l'analyse régulière de la nappe phréatique). Toutes ces mesures préfectorales, en apparence autoritaires, sont suivies de peu d'effets, l'entreprise tardant parfois à les respecter. Ainsi progressivement apparaît, au travers des échanges établis entre riverains, direction de l'usine, administration et municipalité, le spectre de la fermeture de l'établissement. Début 1981, en effet, la municipalité, rejointe par un comité de défense des riverains, demande la délocalisation pure et simple de Pec-Engineering vers une zone "vouée à l'industrie chimique".

A l'issue des élections présidentielles de 1981, le sous-préfet prend l'initiative de réunir les protagonistes de "l'affaire Pec" qui, tous - à l'exception de l'industriel et de ses salariés -, s'entendent pour voir l'établissement Pec de Saint-Maurice être transféré ailleurs. Du coup, ce dossier prend une dimension d'agglomération. Devant le durcissement du conflit, les maires de l'agglomération¹⁰ adoptent une position commune reconnaissant que "le site choisi [par Pec] ne convient pas, en raison des conditions climatiques et de la proximité des habitations et du collège¹¹".

Cette affaire se dénoue finalement à la suite d'un protocole d'accord signé, non sans mal, le 4 décembre 1981 entre l'administration, les élus locaux, les dirigeants de Pec et le Comité de défense des riverains. Le texte constate en préalable que "l'implantation du centre d'incinération de déchets industriels n'est pas bien adaptée à ce type d'activité". Partant, Pec "s'emploiera à la recherche d'un nouveau site (...) dont la procédure préalable au démarrage des travaux devra être achevée dans un délai de trente mois"; les élus locaux, "attachés au maintien de l'emploi en toute hypothèse, faciliteront la recherche d'un terrain d'assiette pour la nouvelle usine dans les environs de l'actuelle implantation"; en attendant cette délocalisation, de nouvelles prescriptions

techniques sont prises par l'administration ; dans cette logique, chacun s'engage à renoncer qui aux poursuites judiciaires engagées, qui au blocus de l'approvisionnement de l'usine.

Le rejet de l'implantation de Pec à Saint-Maurice soulève quelques questions

Rappelons que, dans le même temps, une autre "greffe industrielle", autrement plus importante, "prenait" sur le même territoire, avec l'implantation de la centrale nucléaire de Saint-Maurice. Or les rares manifestations hostiles à EDF ont été sans commune mesure avec celles provoquées par l'exploitation de Pec. Sans doute peut-on y voir le reflet d'enjeux économiques, là aussi incomparables. D'une part, EDF propose environ 500 emplois directs (auxquels il faut rajouter les nombreux emplois induits par dix années de chantiers), face auxquels les 25 emplois de Pec n'ont jamais pesé bien lourd. Quant aux taxes professionnelles apportées par les deux établissements, elles ne supportent pas la comparaison. Compte tenu de ces rapports inégalitaires, on pourrait imaginer qu'il devenait possible aux riverains de dire au "petit" Pec ce qu'ils n'osaient dire ni à Rhône-Poulenc, ni à EDF. Autrement dit, le conflit Pec, au-delà des conditions "objectivement" inacceptables d'exploitation de cette usine, aurait peut-être cristallisé d'autres inquiétudes latentes, mais non directement prononçables, concernant les deux grands établissements industriels de l'agglomération.

Au-delà de cette première hypothèse, on ne peut oublier la symbolique particulière liée aux déchets. S'agissant de l'activité industrielle, une distinction de perception s'établit entre sa partie "productive" et sa partie "résiduelle". A propos du centre de retraitement nucléaire de La Hague, Françoise Zonabend observe que lorsque l'usine se démilitarise et que la COGEMA, qui la gère, commence à évoquer le retraitement de déchets nucléaires et de résidus stockés, elle devient pour les journalistes la poubelle atomique du monde, et plus prosaïquement pour les riverains la chose, le ça, tant les termes de déchet et de résidus "évoquent les déjections, la saleté et sont associés, dans la conscience populaire, à l'idée de souillure, de pollution et de contagion" (Zonabend, 1989, p. 49). Pec, par son activité même comme par les conditions, visibles de tous, de son exploitation, est sans doute venu toucher à cette symbolique forte, là même où EDF se targuait de construire une usine "propre".

L'implantation de TREDI à Salaise

A ce stade du dossier et compte tenu de la médiatisation (au moins locale) de cette affaire, trouver un nouveau lieu d'implantation pour Pec

devient difficile. Le maire de Saint-Maurice signale qu'un autre site proche aurait été repéré, tout en restant volontairement flou. En effet, les élections municipales de 1983 approchent et l'annonce de l'implantation de Pec pourrait être du plus mauvais effet dans des arguments de campagne. Mais rapidement, il s'avère que le terrain envisagé pour Pec, devenue TREDI début 1983¹², se situe sur la zone industrielle intercommunale de Salaise.

Après quelques réticences de nouveaux élus au sein d'une municipalité salaisienne aux orientations politiques inchangées, le conseil municipal autorise l'implantation de TREDI. Ainsi, près de dix ans après le conflit né de l'implantation du centre de traitement, Pec-TREDI trouve-t-il enfin un dénouement heureux. Sans doute le lieu précis d'implantation compte-t-il pour beaucoup dans l'acceptation salaisienne. L'installation de TREDI s'est faite, à Salaise, dans une zone identifiée de longue date comme industrielle, et à ce titre peu habitée. A l'inverse, le terrain où était implanté Pec se trouvait dans l'axe (nord-sud) des vents dominants, axe passant précisément par une des zones du développement urbain de Saint-Maurice. Par ailleurs, la conception technique de l'usine salaisienne a bénéficié et des leçons samauritaines, et de réglementations nationales sur le traitement des déchets, jusqu'alors inexistantes¹³. Quant aux précautions demandées par les élus salaisiens, il semble qu'elles aient plus été motivées par la mauvaise réputation dont Pec avait fait l'objet, que par un rejet de ce type d'industrie tel qu'il a pu s'exprimer à Saint-Maurice. Sans doute ici la notion de territoire, entendu au sens d'une profondeur historique et humaine, intervient-elle en force : une usine, serait-elle de traitement de déchets chimiques, est avant tout appréhendée à Salaise comme un pourvoyeur d'emplois¹⁴. Et tout nous autorise à penser que l'ancrage syndical et politique clairement "industrialiste" des élus municipaux salaisiens, issu d'une histoire liée à la présence de Rhône-Poulenc sur leur territoire, a permis de mieux contenir les expressions de craintes et de rejets de certains élus comme d'une partie de la population.

L'idée avortée d'un système global de surveillance de l'environnement

A la fin de l'année 1988, c'est-à-dire à la veille de la campagne pour les élections municipales de mars 1989, la Société TREDI demande à la préfecture une autorisation d'extension. Dans son usine salaisienne, elle souhaite exploiter une unité de destruction de déchets industriels chlorés. Cette demande met à nouveau en émoi les élus locaux, et le maire de Salaise fait part d'une proposition élaborée conjointement avec ses collègues de l'agglomération. Il s'agit de conditionner

8 - Au 1.01.1998, le site rousillonnois est tombé dans l'escarcelle de Rhodia, filiale de Rhône-Poulenc à 70%. Depuis le premier semestre 1999, il a été démantelé en 7 sociétés autonomes. La perspective de Rhône-Poulenc, dans le droit fil de sa fusion avec Hoescht, consiste à terme à revendre les unités chimiques de Rhodia.

9 - Compagnie européenne de traitements industriels et ménagers.

10 - Le maire apparenté PCF de Saint-Maurice et les maires PCF de Roussillon, du Péage et de Salaise, tous quatre travaillant à Rhône-Poulenc Roussillon.

11 - DCM de Salaise du 26. 10.1981.

12 - Début 1983, l'usine de Saint-Maurice est reprise par TREDI (Traitement, revalorisation et élimination des déchets Industriels), filiale à 100% du groupe Pec Engineering.

13 - Premier centre du pays répondant aux nouvelles normes édictées par le ministère de l'Environnement, il a été inauguré par le ministre de l'époque, Huguette Bouchardeau, le 13 juillet 1985.

14 - L'usine TREDI, qui a récupéré le marché des ordures ménagères du SIVOM, emploie 45 salariés, contre 26 lors de sa fermeture à Saint-Maurice.

15 - DCM de Salaise du 2.03.1989.

16 - DCM de Roussillon du 3.03.1989.

17 - DCM du Péage du 8.03.1989 et de St-Maurice du 17.03.1989.

18 - Pour la première fois, des candidats écologistes étaient intégrés sur les listes municipales.

l'autorisation d'exploiter la nouvelle unité de TREDI à la mise en place d'un "Comité de coordination pour le contrôle de la pollution atmosphérique et des effluents liquides". "Cet organisme regrouperait des élus locaux, des représentants des administrations concernées, des industriels, diverses associations de protection de la nature. Il gérerait l'ensemble des mesures de pollution. Il serait doté d'installations modernes : (...) des capteurs disposés sur l'ensemble de l'agglomération renseigneraient sur le niveau de pollution atteint en différents lieux de l'agglomération. La mission de cet organisme ne s'arrêterait pas à la simple collecte de données, mais s'étendrait à la mise en place d'un système d'alerte permettant de réduire ou d'arrêter les émissions polluantes lorsque les seuils déterminés seraient atteints"¹⁵. Le conseil municipal de Roussillon, consulté dans le cadre de l'enquête publique, subordonne à son tour l'autorisation d'une extension de TREDI "à la mise en place sur l'agglomération et les communes riveraines d'une structure de contrôle indépendante des usines concernées : Rhône-Poulenc, TREDI, THOR, Saint-Gobain, etc."¹⁶. Les élus péageois et samauritains, non soumis à l'enquête publique, émettent un vœu reprenant cette même idée¹⁷.

La Société TREDI obtient finalement, par arrêté préfectoral du 4 août 1989, l'autorisation d'étendre son centre d'incinération. La proposition des élus locaux, que l'on aurait pu croire motivée par de simples considérations électoralistes¹⁸, avait "fait son chemin". La DRIRE, les industriels locaux, la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Vienne et les élus locaux s'étaient entendus pour créer un réseau de surveillance de l'air, baptisé SUPAIRE (Surveillance de la pollution de l'air à Roussillon et ses environs), couvrant les communes de l'agglomération, auxquels l'administration avait souhaité joindre celle des Roches-de-Roussillon et ses usines Rhône-Poulenc et Zeneca.

VISEES GLOBALISANTES ET MAIGRES INDICATEURS : LES CONTRADICTIONS DU DISPOSITIF SUPAIRE

Notons d'emblée les renoncements auxquels ont été contraints les élus locaux. SUPAIRE n'exerce sa mission qu'en direction des pollutions atmosphériques chroniques, alors que les municipalités souhaitaient créer une structure globale mesurant les qualités de l'air, de l'eau, des sols et les problèmes de déchets. Aux dires de l'un des techniciens chargés du suivi de SUPAIRE, "l'administration ne voulait pas voir se constituer un 'grand bazar' qui serait allé dans toutes les directions". Le choix a aussi été guidé par l'étroit cloisonnement des lignes budgétaires disponibles au ministère de l'Environnement. La préfecture savait pouvoir mobiliser des fonds pour financer un tel réseau, *via* les taxes récoltées auprès des

industriels notamment sur les émissions de dioxyde de soufre, d'oxyde d'azote, d'acide chlorhydrique et de composés organiques volatils. Le contrôle des rejets liquides, s'il entre bien aussi dans les prescriptions techniques des établissements classés, est plutôt suivi par le biais des Agences de bassin, organismes collecteurs de taxes auprès des pollueurs de toute nature (industriels comme particuliers), et redistributeurs de fonds incitatifs auprès des industriels et des collectivités locales. Cette première concession montre le chemin parcouru par les élus locaux de l'agglomération, mais le pragmatisme dont ils ont fait preuve s'est peut-être exercé au prix de l'abandon d'un contrôle plus démocratique des rejets aqueux, laissé de ce fait aux seules mains d'organismes à forte dominante technique.

L'association SUPAIRE voit officiellement le jour le 17 janvier 1990, et les premières mesures sont relevées fin 1992. Elle a pour mission de surveiller le niveau de pollution atmosphérique par le biais d'un réseau de capteurs, et de mettre en place des analyseurs. Son conseil d'administration est dirigé de façon tripartite par des représentants de l'Etat, des collectivités territoriales et des industriels locaux, auxquels est associée la CCI de Vienne. Des associations de protection de l'environnement y participent également depuis sa création.

Nous voudrions ici insister sur quelques limites de ce dispositif technique.

En effet, constatons que les visées globalisantes initiales des élus de l'agglomération restent présentes à leur esprit lors de la lecture des données récoltées par le réseau. Autrement dit, SUPAIRE, de par la fascination technique qu'il exerce, continue de générer des représentations évoquant un contrôle et une surveillance globale de l'air respiré dans l'agglomération (le nom dont le réseau est affublé contribue d'ailleurs à nourrir ces illusions). Or, de par les choix successifs effectués tout au long de sa mise en œuvre, SUPAIRE modélise de façon réductrice une "réalité" appauvrie, que l'on tente de saisir au prisme de quelques maigres indicateurs.

La localisation des stations, fruit d'un compromis contestable

Le réseau consiste, en effet, en un dispositif technique composé de trois stations fixes de captage, l'une à Salaise, l'autre à Roussillon, la troisième aux Roches-de-Condrieu. Chacune est équipée d'analyseurs de pollution chimique (dioxyde de soufre, oxyde et dioxyde d'azote, poussières, ozone) et de capteurs météorologiques (vitesse et direction du vent, température, etc.). Les mesures sont effectuées jour et nuit et les données sont stockées dans une unité centrale chargée de les transcrire en cartes et

graphiques divers. Compte tenu du coût d'investissement¹⁹ et de fonctionnement de chaque station, un premier choix, avant tout budgétaire, consiste à n'avoir que trois stations totalement équipées. Un premier débat touche donc au positionnement géographique de chacune de ces stations : dans le contexte local, les lieux d'implantation des capteurs détiennent une dimension stratégique dans l'analyse des données qu'ils vont récolter. L'entreprise Rhône-Poulenc a été chargée de faire une étude d'implantation, financée par SUPAIRE. Or les conclusions de celle-ci indiquent que les emplacements susceptibles de connaître de fortes retombées ne se trouvent pas nécessairement dans des zones habitées, ce qui contrarie les visées sanitaires et démocratiques affichées par un tel réseau. Dans les faits, une localisation, celle des Roches-de-Condrieu, reçoit d'emblée l'assentiment de tous les partenaires concernés. En revanche, la localisation des deux autres stations pose davantage de problèmes.

L'un des lieux intéressants repéré par Rhône-Poulenc se trouve à proximité de la gare SNCF de Salaise, l'autre se situe sur les coteaux du Péage-de-Roussillon, tous deux dans des zones peu urbanisées. Les associations et bon nombre d'élus souhaitent privilégier les emplacements où la pollution atmosphérique pourrait être la plus importante, de façon à caler les alertes sur ces pointes-ci. D'autres membres du conseil d'administration, parmi lesquels les représentants de l'administration, insistent sur le fait que le dispositif d'alerte ne devrait être déclenché qu'à partir de mesures prises dans les zones les plus habitées. Finalement, la localisation des deux stations septentrionales de SUPAIRE résultera d'un compromis entre ces positions. Et, configuration urbaine de l'agglomération oblige, celles-ci ont été implantées à la fois près des établissements industriels et près des grandes voies de circulation (RN 7 et autoroute A7) (fig. 4).

A Roussillon, en particulier, les techniciens et élus n'hésitent pas à parler d'une "représentation moyenne" de la pollution, toutes sources confondues. Mais ce point pose aujourd'hui problème, notamment pour interpréter la mesure des taux d'oxyde d'azote. La réaction première des industriels consiste à mettre en cause le trafic autoroutier et, compte tenu de l'emplacement des deux stations du sud de l'agglomération, certaines ambiguïtés ne peuvent être levées. Le réseau de surveillance de l'air, conçu initialement pour mesurer les pollutions industrielles, se trouve aujourd'hui "tiré" vers la pollution automobile²⁰, et sur ce terrain, les partenaires locaux ne peuvent que constater leur impuissance devant l'augmentation régulière du trafic sur l'autoroute A7²¹.

Une défaillance du réseau vis-à-vis des demandes originelles

Les produits mesurés constituent un autre point tendant à ôter de la crédibilité au réseau. Les stations sont équipées de capteurs mesurant les seuls produits polluants taxés²², ce qui signifie que les composés organiques volatiles échappent au contrôle du réseau. Pourtant, nombre d'entre eux sont, par exemple, à l'origine d'odeurs désagréables ou nauséabondes flottant dans l'agglomération. Il en est de même des produits chlorés, par ailleurs particulièrement difficiles à mesurer²³.

En définitive, le dispositif détient à son actif une victoire toute relative. Il a permis de détecter dès 1993, aux alentours de l'usine chimique des Roches-de-Roussillon²⁴, une pollution chronique de dioxyde de soufre (SO₂). Les dirigeants de Rhône-Poulenc savaient qu'ils rejetaient du dioxyde de soufre, mais ils auraient été surpris de constater d'aussi fortes retombées. L'inhalation de dioxyde de soufre, même en quantité excédant les normes édictées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme c'était le cas ici, ne provoque pas d'effets mortels ni irréversibles sur les "sujets ordinaires". Ses effets se font, par contre, ressentir assez fortement sur des personnes souffrant de troubles respiratoires, ainsi que chez les nourrissons et les personnes âgées.

Sitôt connus ces résultats inquiétants, la direction locale de Rhône-Poulenc a proposé de modifier le système d'incinération relié à une torchère défectueuse. Mais l'industriel agissait selon une démarche "volontaire", la DIRE (Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement) ne pouvant émettre de prescriptions plus contraignantes sur ce point. En effet, si les pics de pollution constatés aux Roches dépassaient les seuils recommandés par l'OMS, les "effets de pics" de pollution n'étaient pris en compte, en 1993, ni par la loi française ni par les directives européennes.

Paradoxalement, les deux événements marquants à l'origine de SUPAIRE, émissions chroniques d'odeurs nauséabondes et brûlage par TREDI de déchets chlorés, ne peuvent être traités par le réseau. A l'inverse, lorsque le réseau pointe d'importants dysfonctionnements industriels à l'aide de ses maigres traceurs, l'administration se heurte à des normes plutôt favorables aux industriels, l'obligeant à négocier plutôt qu'à réprimer. Ce constat questionne la finalité du dispositif, sitôt qu'il se révèle incapable d'agir sur ce qui est ressenti par les riverains comme une gêne ou comme un danger.

19 - Environ 500 000 F.

20 - D'ailleurs, la Société AREA gestionnaire de l'autoroute A7 est devenue depuis peu membre associée du Conseil d'administration de SUPAIRE.

21 - Corinne Larrue note une évolution récente de la question de la pollution, qui était jusqu'à présent cantonnée dans la seule "arène" industrielle. La loi sur l'air de 1996 a avalisé l'ouverture de cette question du côté des transports, et en cela, elle initie aussi une recomposition du système d'acteurs amenés à travailler ensemble : LARRUE, 1998 p. 137.

22 - Dioxyde de soufre, oxyde et dioxyde d'azote, monoxyde de carbone, certaines hydrocarbures, poussières, plomb et ozone.

23 - En 1995, le réseau a mesuré les composés organiques volatiles, essentiellement les hydrocarbures, à partir d'une station mobile se déplaçant en différents points de l'agglomération. Les membres du Conseil d'administration ont estimé qu'il s'agissait là d'un compromis permettant de mesurer de nouveaux traceurs sans toutefois s'engager dans de nouveaux investissements lourds. Les produits chlorés et autres composants chimiques complexes ne sont toujours pas aux nombre de ceux-ci.

24 - Il s'agit d'une ancienne usine chimique Progil, productrice en particulier de produits phosphatés, qui a été rachetée par le groupe Rhône-Poulenc en 1969, et rattachée officiellement à l'établissement de Roussillon en 1994.

Figure 3 : Les stations du réseau SUPAIRE

25 - Les informations énoncées ici ont pu être modifiées à la marge par les "campagnes mobiles" réalisées depuis l'enquête.

26 - Cf. DUCHENE, MARTINAIS, 1996 et COANUS, DUCHENE, MARTINAIS, 1999A.

Un lieu de confrontations autour des nuisances industrielles

Pour autant, si l'efficacité technique du réseau prête facilement le flanc à la critique²⁵, nous ne saurions remettre brutalement en cause son efficacité générale. La genèse et les premiers pas de SUPAIRE portent en eux la marque d'une histoire locale ambiguë vis-à-vis d'une industrie chimique, porteuse de richesses comme de nuisances et de dangers. Et c'est probablement dans sa forme institutionnelle et politique que ce dispositif de surveillance de l'air - véritable construction sociale locale - s'avère le plus prometteur. Car il s'agit de la première instance locale regroupant régulièrement pollueurs, pouvoirs publics, élus et associations de protection de l'environnement. Et encore la loi sur l'air de décembre 1996, date à laquelle s'arrête notre enquête, a-t-elle transformé le collège des associations en administrateurs munis du même

pouvoir de décision que les financeurs du réseau. Reste à savoir si la fascination technique que celui-ci provoque n'anesthésie pas toute velléité revendicative des habitants ou de leurs représentants. Cette question laisse ouvert le champ de nouvelles recherches qui pourraient s'articuler avec l'obligation faite par la loi sur l'air, dans son article 4, d'informer le public sur la qualité de l'air qu'il respire²⁶.

BIBLIOGRAPHIE

BOURRELIER P.-H., 1998, La mesure dans l'environnement et son utilisation, *Annales des Mines*, p. 23-31.

COANUS T., DUCHENE F. et MARTINAIS E., 1999a, Les relations des gestionnaires du risque urbain avec les populations riveraines. Critique d'une certaine idée de la "communication", *Responsabilité et Environnement, Série trimestrielle des Annales des Mines*, 13, janvier, p. 5-17.

COANUS T., DUCHENE F. et MARTINAIS E., 1999b, *Les sociétés locales à l'épreuve du risque urbain - Application à trois contextes rhônalpins*, Rapport de recherche du Laboratoire RIVES de ENTPE pour l'Institut National du Génie Urbain de Lyon, à paraître.

DI MEO G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Nathan Université éd., Coll. Fac. Géographie, 320 p.

DUCHENE F. et MARTINAIS E., 1996, Gestion institutionnelle des risques : vers une autre prise en compte des habitants ?, *Responsabilité et environnement, Série trimestrielle des Annales des mines*, 4, p. 5-9.

DUCHENE F., 1999, *Territoires de la chimie - Rhône-Poulenc et la construction de l'agglomération roussillonnaise*, Thèse de doctorat de géographie, A. VANT dir., Université Jean Monnet de Saint-Etienne, 686 p.

LARRUE C., 1998, *La lutte contre la pollution de l'air en France. Le cas du dioxyde de soufre (SO₂)*, *Les politiques d'environnement - Evaluation de la première génération : 1971-1995*, in BARRAQUE B. et THEYS J. (dir.), éd. Recherches, p. 137-152.

ZONABEND F., 1989, *La presqu'île du nucléaire*, Odile Jacob éd., 188 p.

adresse de l'auteur

Laboratoire RIVES - ENTPE
rue Maurice Audin
69600 VAULX-EN-VELIN